

# POURQUOI LE M'PEP REPOND-IL FAVORABLEMENT A L'APPEL A REJOINDRE LE FRONT DE GAUCHE ?

(1<sup>ère</sup> partie)

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) Le 1er mars 2009.

## Sommaire

- \* La réponse positive du M'PEP à l'appel lancé aux forces de gauche pour entrer au (...)
- \* 1.- S'engager en politique
- \* 2.- Affaiblir électoralement les partis pro-système
- \* 3.- Ne pas disperser ses voix
- \* 4.- Répondre au PCF et au PG qui ont invité les forces de gauche à rejoindre (...)
- \* 5.- Soutenir les analyses et propositions du Front de Gauche car elles vont (...)
- \* 6.- Accompagner le Front de Gauche, qui apparaît être la seule initiative (...)
- \* 7.- Progresser dans la reconstruction de la gauche

Si tout se passe comme prévu, le M'PEP devrait être reçu, au début de cette semaine, par le Parti de gauche (PG) et le Parti communiste français (PCF) pour son entrée éventuelle dans le Front de Gauche. Dès sa création, à la fin du mois de mai 2008, le M'PEP avait notamment écrit à Jean-Luc Mélenchon, alors animateur du courant « Pour la République sociale » (PRS) au sein du Parti socialiste, pour demander à le rencontrer. Deux lettres lui avaient été adressées, les 19 juillet et 18 novembre 2008. Même chose pour Marie-George Buffet à qui le M'PEP a écrit les 19 juillet et 25 novembre 2008, et le 14 janvier 2009. Une rencontre a finalement pu s'organiser avec le PG le 17 décembre 2008, et avec le PCF le 3 février 2009. On nous a dit que pour entrer au Front de Gauche il faudrait rencontrer le PG et le PCF conjointement, et nous prononcer sur un texte qu'on nous ferait parvenir. C'est pourquoi nous avons écrit conjointement à Marie-George Buffet et à Jean-Luc Mélenchon, le 23 janvier 2009, pour leur faire part, une nouvelle fois, de notre disponibilité et répondre ainsi favorablement à leur appel à rejoindre le Front de Gauche. La réponse positive du M'PEP à l'appel lancé aux forces de gauche pour entrer au Front de Gauche est motivée par 7 raisons :

### 1.- S'engager en politique

Comme le dit la bande qui défile sur le site Internet du M'PEP : « Si tu ne t'occupes pas de politique, la politique s'occupe de toi ». Certains peuvent avoir tous les griefs de la terre contre les partis politiques ou contre la politique elle-même, mais s'ils restent à pester dans leur coin cela ne sert à rien, les choses n'avancent pas pour autant. D'autres peuvent considérer que l'offre politique est insuffisante et qu'elle ne répond pas à leurs aspirations. Mais se laisser aller au tout ou rien est-il satisfaisant ? N'est-il pas préférable de choisir, de tenter de faire avancer les choses, même petitement ? La participation au Front de Gauche, si nous avons bien compris, n'exige pas un accord sur tous les sujets, entre les forces qui y participent. Il faut certes une cohérence d'ensemble, mais il faut de la diversité. Il s'agit d'un « front » et non d'un accord de gouvernement ou la création d'une structure permanente. Ceux qui considèrent que le Front de Gauche va dans le bon sens doivent donc s'y engager, et c'est le cas du M'PEP.

Prenons le mouvement altermondialiste. Une des raisons de son déclin et du reproche que beaucoup lui font de tourner en rond ne réside-t-elle pas, justement, dans son refus de l'engagement politique ? C'est vrai, les déceptions à l'égard des partis politiques – de droite comme de gauche – ont été nombreuses ces trois dernières décennies. Mais il est parfaitement possible de s'engager politiquement tout en restant indépendant. D'autant que la crédibilité et la pérennité d'un mouvement ne reposent pas seulement sur le « dire », mais aussi et surtout sur le « faire ». Face à cette élection européenne, le mouvement altermondialiste, dans ses différentes composantes, est placé devant un choix stratégique qui aura des conséquences considérables pour son avenir. Alors que certaines organisations du mouvement altermondialiste ont joué un rôle essentiel en 2005, vont-elles aujourd'hui rester l'arme au pied ? Car l'enjeu politique et symbolique de l'élection européenne du 7 juin 2009 – et non simplement l'enjeu électoral – est le même qu'en 2005 ! En 2005, il s'agissait de faire barrage au Traité constitutionnel européen ; en 2009, il s'agit de faire barrage au Traité de Lisbonne, copie conforme du TCE. Pourquoi se mobiliser dans un cas – avec l'efficacité que tout le monde a reconnu – et pas dans l'autre ? Certaines organisations du mouvement altermondialiste ne devraient-elles pas demander à entrer dans le Front de Gauche ?

### 2.- Affaiblir électoralement les partis pro-système

Le 7 juin 2009, voter pour les listes de l'UMP, du PS, du MoDem et des Verts, ce sera du pareil au même. Tous ces partis étaient hier favorables au Traité constitutionnel européen, tous sont aujourd'hui des adeptes du Traité de Lisbonne qui en est la copie conforme. Plus grave encore, l'immense majorité des parlementaires membres de ces partis, lors de la réunion du congrès à Versailles, ont empêché la tenue d'un référendum, en France, sur le Traité de Lisbonne. Cet acte gravissime doit être sanctionné, tous les parlementaires ayant commis cette forfaiture ne doivent plus obtenir la moindre voix des démocrates de ce pays, à quelque élection que ce soit. Et leurs partis, de la même manière, ne doivent pas avoir une seule voix de ceux qui considèrent que le suffrage universel est une des valeurs essentielles de la République.

Que feront, le 7 juin 2009, les 55% d'électeurs qui avaient voté NON le 29 mai 2005 ? Certains vont-ils voter pour les partis pro-système, ce qui reviendrait à voter OUI au Traité de Lisbonne et donc à annuler leur vote de 2005 ? Existe-t-il un seul argument, une seule raison qui pourrait expliquer ce revirement, et qu'après avoir voté NON en 2005, certains électeurs – particulièrement ceux de gauche - votent OUI en 2009 ? L'Union européenne a-t-elle changé de politique ? A-t-elle abandonné les politiques libérales pour mener des politiques de gauche ? Il faut faire barrage aux listes des partis pro-systèmes en ne votant pas pour elles aux élections européennes.

### **3.- Ne pas disperser ses voix**

L'élection européenne est traditionnellement une élection « défouloir » : beaucoup d'électeurs ne votent pas, et parmi ceux qui votent certains ne le font pas sur les sujets européens, mais pour d'autres raisons, notamment de politique intérieure. Il est vrai qu'on ne peut masquer le rôle que va jouer la politique intérieure dans cette élection européenne qui sera, qu'on le veuille ou non, un référendum pour ou contre Sarkozy, d'autant que ce dernier vient d'exercer la présidence de l'Union européenne avec un bilan particulièrement accablant. Pour être efficaces, encore faut-il que les électeurs de gauche concentrent leurs voix sur les listes qui présentent la perspective politique la plus positive, en écartant les listes de division et celles, souvent les mêmes, qui conduisent à l'impasse.

### **4.- Répondre au PCF et au PG qui ont invité les forces de gauche à rejoindre le Front de gauche**

A plusieurs reprises, les dirigeants du PCF et du PG ont lancé des appels à rejoindre le Front de Gauche.

Dans l'Humanité du 19 novembre 2008, Marie-George Buffet affirmait : « Il ne s'agit pas seulement d'un duo, nous sommes les uns et les autres favorables à ce que cet accord s'ouvre à d'autres forces, d'autres hommes et femmes. Mais nous voulons commencer à travailler sans attendre sur les contenus ». A France Inter le 11 décembre 2008, Marie-George Buffet renouvelait cette proposition : « J'espère que d'autres viendront nous rejoindre dans le Front de Gauche ». De son côté, Jean-Luc Mélenchon a dit plusieurs fois qu'il ne fixait que deux conditions pour faire partie du Front de Gauche : combattre le traité de Lisbonne et s'engager à ce que les élus éventuels ne siègeraient pas dans le même groupe que celui du Parti socialiste européen.

En outre, le PCF et le PG, dans un communiqué du 21 janvier 2009 qui faisait suite à leur rencontre, décrivaient le Front de Gauche « afin que l'ensemble des groupes et forces politiques de gauche susceptibles de participer à ce Front puissent y prendre toute leur place ». Enfin, le PCF et le PG, dans une lettre du 10 février 2009 qu'ils ont adressée à plusieurs organisations – dont le M'PEP – affirment « nous souhaitons construire avec vous un Front de Gauche pour changer d'Europe ». Le M'PEP, en ce qui le concerne, répond positivement à ces demandes, puisqu'elles s'inscrivent dans la perspective de lutter « contre les politiques libérales qui sont à l'origine de la crise de ce système et des ravages qu'elle engendre dans les domaines sociaux, économiques et culturels ».

### **5.- Soutenir les analyses et propositions du Front de Gauche car elles vont dans le bon sens**

Le texte commun que le PCF et le PG doivent soumettre au débat de leurs partenaires n'a pas encore été diffusé. Néanmoins, deux documents ont été adoptés conjointement par ces deux formations politiques, qui permettent de se faire une idée sur leur intention : un communiqué du 21 janvier 2009 faisant suite à leur rencontre, et une lettre du 10 février 2009 aux organisations qu'ils jugent susceptibles de pouvoir entrer au Front de Gauche. Le communiqué du 21 janvier affirme la volonté des deux partis « d'impulser aux élections européennes de juin prochain des listes unitaires de toutes les forces de gauche attachées à la construction d'une autre Europe démocratique et sociale ». Ils veulent construire un « Front de Gauche pour changer d'Europe ».

« Changer d'Europe » ! Ce mot d'ordre n'est pas anodin ; ce n'est pas la même chose que « changer l'Europe ». Il s'agit, si on comprend bien cette évolution dans la pensée du PG et du PCF, d'un appel à refonder toute la construction européenne, sa conception même, et non plus simplement de tenter de la faire bouger en s'inscrivant dans son cadre actuel. Pour le M'PEP, cette question est centrale, car se sont bien les fondements de la « construction » européenne qui doivent être revus, et non simplement ses politiques. La lettre du PCF et du PG datée du 10 février évoque de son côté la volonté de « retrouver l'élan populaire qui a permis la victoire du NON au référendum sur le Traité constitutionnel européen mais aussi d'ouvrir une perspective politique pour celles et ceux qui sont engagés actuellement dans le mouvement social puissant et diversifié dont la journée du 29 janvier a marqué un temps fort exceptionnel ». Sur cette question également, le M'PEP est très sensible, puisqu'une partie de ses dirigeants et de ses militants a conduit la campagne victorieuse du référendum du 29 mai 2005 au sein de certaines organisations du mouvement altermondialiste. Mais le Front de Gauche n'en sera réellement un que s'il fait l'objet d'une construction à la base et qu'il ne se résume pas à un accord entre les partis. C'est aussi à la base, entre militants et avec les citoyens, que doivent avoir lieu les débats, sans exclusive. C'est à cette condition que nous ferons des élections européennes un vrai moment politique.

### **6.- Accompagner le Front de Gauche, qui apparaît être la seule initiative unitaire**

La gauche de gauche se devait de tirer les leçons du désastre de la présidentielle de 2007 où les divisions, les ego, les jeux d'appareils et les comportements irrationnels ont contribué à favoriser l'élection de Nicolas Sarkozy et à donner à la gauche un de ses plus mauvais scores de tous les temps. Ce dont a besoin la gauche de gauche, avant tout, c'est d'unité. La gauche de gauche doit faire preuve d'intelligence politique et admettre qu'elle ne parviendra pas à surmonter ses divergences d'un coup de baguette magique ; alors, en attendant, il faut s'unir sur des bases acceptables par tous afin de faire face à la droite. C'est ce que semblent avoir compris les partis fondateurs du Front de Gauche, et ils sont les seuls à avoir lancé une démarche unitaire à la gauche du Parti socialiste.

Cet appel, pour l'instant, n'a pas eu beaucoup d'écho puisque le Front de Gauche reste constitué de ses deux fondateurs : le Parti de gauche et le Parti communiste français. Les sondages lui donnent le score très modeste de 4 %. Le risque est celui de l'abstention. Néanmoins, tout peut changer, rapidement, si le Front de Gauche devient un véritable front en s'élargissant à d'autres organisations. Dès lors la dynamique du premier meeting du Front de Gauche, à Frontignan (34), le 5 février dernier, pourrait resurgir, s'amplifier, et ressusciter celle de 2005.

### **7.- Progresser dans la reconstruction de la gauche**

Après le désastre de l'élection présidentielle de 2007, l'heure est à la reconstruction de la gauche. Cette reconstruction doit porter sur deux aspects : rétablir des repères idéologiques solides ; réorganiser les alliances. L'élection européenne est une étape importante dans cette perspective. Beaucoup d'électeurs – si ce n'est la majorité – ne voteront pas pour le Front de Gauche parce qu'il propose des choses intéressantes concernant l'Union européenne, mais parce qu'il matérialise une forme d'union de la gauche redonnant l'espoir.